



Le congrès du RDPC est une étape décisive pour une transition constitutionnelle pacifique

1. La situation au Tchad devrait nous inquiéter, nous, la France et le reste du monde, pour la stabilité dans la zone CEMAC. Le Cameroun peut éviter d'ajouter au chaos en choisissant de manière transparente un chef de parti RDPC, précipitant la fin de ce régime de Biya somnambulent et en menant des élections libres et équitables. Aucune circonstance exceptionnelle ne doit être invoquée pour contourner les dispositions constitutionnelles relatives au transfert de pouvoir.

2. Il a été dit que M. Biya a demandé l'organisation d'un congrès du RDPC. C'est une bonne chose; il a fui la démocratie dans sa direction du parti mais doit maintenant travailler plus dur pour s'assurer que le prochain chef du parti est choisi. En Allemagne, par exemple, la chancelière Merkel a clairement fait part de son intention de démissionner après ce mandat. Cela a appelé à l'élection d'un nouveau chef de parti qui serait le candidat de la CDU au poste de chancelier allemand. Mme Annegret Kramp-Karrenbauer a été choisie comme prochaine dirigeante, mais a démissionné après deux ans, en raison des pertes et du paysage politique complexe. M. Armin Laschet est maintenant le nouveau chef et candidat pour le prochain chancelier allemand. Cela permet au parti de construire une unité et des stratégies de campagne. Il est temps pour les Camerounais d'arrêter de parler de succession ou de gré à

gré.

3. La question à laquelle le RDPC doit répondre est de savoir qui est son meilleur candidat à la direction du parti. Deux critères se dressent devant eux:

3.1. Cette personne doit être capable d'unifier le parti et de maintenir une vision nationale dans un climat de tribalisme développé par M. Biya.

3.2. Cette personne doit avoir suffisamment de recours en dehors du parti RDPC pour qu'elle puisse gagner à une élection nationale transparente contre un candidat fort de l'opposition.

4. Nos sondages indiquent certains des choix évidents et peuvent nous aider à déceler des problèmes potentiels si le parti décide d'ignorer les deux considérations. Selon les sondages les plus récents, nous avons dans le camp du RDPC les cinq premiers candidats comme M. Dion Ngute, M. Marafa, M. Messanga Nyamnding, M. Alamine Ousmane Mey et M. Philemon Yang. Il est à noter que la réputation de M. Nyamnding est influencée par l'actualité, c'est-à-dire sa rétrogradation et son transfert punitif par le secrétaire du parti RDPC et le ministre de l'Enseignement supérieur. Ces résultats sont révélateurs de l'attrait national et du potentiel d'unification du parti.

4.1. Joseph Dion Ngute

Né en 1954, l'actuel Premier ministre est originaire de l'ouest du Cameroun (région du sud-ouest) et serait marié à un nord-ouest. Il est avocat de formation, ayant étudié à l'université de Yaoundé, à l'université Queen Mary de Londres et ayant terminé avec un doctorat de Warwick au Royaume-Uni. Il a été directeur de l'ENAM et professeur à l'université de Yaoundé. Il a également servi dans le ministère des relations extérieures. En 2019, il a succédé à M. Yang en tant que Premier ministre.

La question à laquelle il est confronté est de savoir s'il peut unifier le parti, proposer un plan de réforme convaincant pour relever les défis de la nation et résoudre la crise anglophone. Il a besoin des sondages et indique qu'étant donné les mêmes chances de servir, les anglophones n'ont pas besoin de considération particulière pour gagner l'appui de leurs concitoyens dans le domaine politique. En termes d'unification du parti, il faut regarder attentivement ce qu'il peut faire pour assurer les États négligés du nord, où certains considèrent que la solution ne réside que dans un président du nord. Sa nomination pourrait mettre en danger les votes dans le Nord, mais il est possible que si elle est faite par mérite et non par désignation, alors le RDPC du Nord devra l'accepter comme une décision juste.

4.2. Marafa Hamidou Yaya

Né en 1952, M. Marafa H. Yaya est originaire de la région Nord. Formé en tant qu'ingénieur pétrochimique à l'Université du Kansas aux États-Unis, M. Marafa a été directeur de la société nationale d'hydrocarbures. Il est devenu plus tard le ministre de l'administration territoriale. Il purge actuellement une peine de 25 ans de prison pour corruption, ce qu'il nie. Il est largement considéré comme ayant été mis à l'écart par M. Biya en raison de son ambition présidentielle et de son attrait populaire. Cet emprisonnement n'a pas diminué la vision positive de lui en tant

que président potentiel. Il est peu probable qu'il soit gracié, libéré de prison et voté en tant que prochain dirigeant du RDPC. Si cela se produisait, son appel national pourrait rivaliser avec M. Dion Ngute, mais son potentiel d'unifier le secteur le plus pro-Biya du parti pourrait être limité. Mais la capacité du dirigeant choisi du RDPC à s'unifier et à faire appel dépend largement de ce qu'il fait à M. Marafa. Une des choses à leur disposition est un lobby pour le pardon de Marafa et de l'ancien Premier ministre avant les élections ou pour s'engager à le faire s'ils sont élus.

4.3. Pascal Charlemagne Messanga Nyamnding

M. Nyamnding est originaire de la région du Littoral et a fait ses études en France. Il est titulaire d'un doctorat en droit public de l'université de Paris 1. Il a récemment occupé le poste de chef de département à l'institut des relations internationales avant d'être transféré sur le campus Garoua de l'Uni Ngaoundéré. Il est membre du comité central du RDPC et a été une critique vocale de certains dans son parti. Il a une aversion particulière pour la maçonnerie libre et les pratiques coercitives du même sexe qu'il prétend être endémique dans les cercles intérieurs de son parti. Il voit cela comme une des raisons pour lesquelles son parti échoue au Cameroun. Il se présente donc comme un militant progressiste du RDPC, bien que se cachant derrière l'étiquette de Biyaïste. Sa troisième place dans notre classement est un vote de protestation et il reste à voir s'il est un candidat sérieux à la direction du parti. Bien qu'il puisse se connecter avec certains jeunes comme on le voit dans son accueil dans le nord, il est plus susceptible de provoquer des frictions avec les barons du parti et de faire de l'unité un lointain. Mais le chef du parti unificateur ne peut se permettre de l'offenser ou d'éclipser son rôle. Il semble qu'il soit très désireux d'être ministre et une telle promesse ferait de lui un contributeur à la campagne du RDPC.

4.4 Alamine Ousmane Mey

Né en 1966, M. Mey est originaire de la région nord, fils d'un ancien gouverneur. Il est ingénieur électronicien de formation, ayant étudié au RWTH Aachen en Allemagne. Mais sa carrière professionnelle a été principalement dans la banque et la finance modernes. Il a travaillé avec la banque CCEI qui est devenue plus tard la banque Afriland et il est devenu directeur. Nommé ministre des Finances en 2011, il est aujourd'hui ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire.

Étant donné le caractère invraisemblable de la libération de M. Marafa, cela fait de lui un véritable candidat à la direction du parti RDPC du nord. Dans les sondages sans M. Marafa, il s'est classé deuxième après M. Dion Ngute.

4.5. Philémon Yang

Né en 1947, M. Yang est originaire de la région du nord-ouest. Diplômé en droit de l'université de Yaoundé, il a d'abord été procureur à Buea, avant que M. Ahidjo ne le nomme sous-ministre de l'administrateur territorial en 1975, le promouvant au poste de ministre des mines et de l'énergie en 1979. gouvernement au début de la tribalisation de M. Biya en 1984. Il a ensuite été ambassadeur du Cameroun au Canada de 1984 à 2004. Il a été nommé Premier ministre en 2009. Après avoir quitté le Premier ministre en 2019, il est maintenant le grand chancelier des ordres nationaux.

Hormis l'implication de M. Inoni dans l'affaire des albatros, Yang a largement poursuivi la tradition de l'absence de drame-premier ministre observée avec les premiers ministres anglophones ces dernières années. Mais les critiques pensent qu'il aurait pu faire plus pour diagnostiquer et diffuser le conflit anglophone. On ne sait pas combien de place on lui a donné ni combien de courage il peut montrer dans les contradictions du RDPC de M. Biya et de ses factions belligérantes du Cameroun.

5. La France est toujours considérée comme le maître derrière tout ce qui se passe en France-Afrique. Les événements au Tchad devraient maintenant faire comprendre à la France qu'elle ne peut pas contrôler l'issue de ses manœuvres. Ils peuvent prétendre maîtriser ce qui se passe, mais ils doivent être aussi confus que quiconque. La confusion est ce que vous obtenez lorsque vous évitez la transparence, la justice et la constitutionnalité. Le Cameroun n'est pas Tchad. Nous sommes trop diversifiés. Lorsque nous déclencherons une guerre civile, ce sera probablement la première prise de conscience de l'état de nature de Hobbes - la guerre de tous contre tous. Cela peut être évité. Commençons par un congrès du RDPC et une désignation démocratique du prochain chef de parti. Fait démocratiquement, M. Dion Ngute ou un nordiste gagnera. Il est peu probable que ce nordiste soit Mohammadou Badjika Ahidjo comme certains essaient de le montrer. Son père a détruit le système fédéral de gouvernement et son nom n'est pas une approbation. Le mouvement des frankistes, prétendument parrainé par les Français, est leur première erreur. Ils doivent expliquer pourquoi un Camerounais occidental plus populaire est mis sur la touche pour désigner Frank Biya à la tête du RDPC, aussi légal que cela puisse être.

6. M. Biya et ses factions belligérantes pro-Ngoh Ngoh, pro-Frank Biya et candidat pro-anglophone peuvent désigner un candidat sur la base d'un compromis ou d'une défaite des autres factions. Mais ce qui est le plus crucial, c'est que M. Biya démissionne et que la constitution est respectée. L'évitement de la guerre dépend de la transparence de l'élection à suivre. L'organisation de cette élection doit donc être faite avec soin. Il est temps pour M. Niat de démissionner et pour le Sénat d'élire un nouveau président du Sénat. Un violateur des droits de l'homme tel que le Lamido de Rey Bouba ne peut pas faire confiance à l'intérim, ayant montré qu'il était un ennemi du multipartisme. Considérons l'opposition la prochaine fois.

English Cameroon for a united Cameroon

April 28, 2021